

DIAL 2664

GUATEMALA - L'ancien dictateur candidat à la présidence

Matt Furshong et Franck Jack Daniel

lundi 1er septembre 2003, mis en ligne par [Dial](#)

Déjà, en Bolivie, l'ancien dictateur, le général Banzer, avait réussi à se faire élire à la présidence de son pays en 1998 dans le cadre du système démocratique en vigueur (cf. DIAL D 2190) . Aujourd'hui, c'est l'ancien dictateur du Guatemala qui est autorisé, après avoir lutté des années pour cela, à se présenter comme candidat aux élections présidentielles qui doivent avoir lieu le 9 novembre. Article de Matt Furshong et Franck Jack Daniel, paru dans [Noticias Aliadas](#), 13 août 2003.

Le 31 juillet, l'ancien dictateur, le général Ríos Montt a été finalement inscrit comme candidat présidentiel du Front républicain guatémaltèque (FRG) pour les élections du 9 novembre, après une bataille légale de 14 ans. Les seize mois au cours desquels Ríos Montt a été président de fait (1982 et 1983) ont été l'un des épisodes les plus sanglants de l'histoire guatémaltèque depuis la conquête espagnole. Une campagne de la terre brûlée a mis fin effectivement à la rébellion de gauche, mais elle a entraîné la mort de milliers de personnes, la grande majorité d'entre elles étant des civils indigènes mayas.

En dépit de l'histoire, la rhétorique antioligarchique du Front républicain guatémaltèque a un pouvoir d'attraction au sein de la majorité rurale économiquement et socialement marginalisée. Des enquêtes d'opinion situent Ríos Montt en troisième position avec 7,5 % des votes, mais les opinions de la population rurale font rarement l'objet d'enquêtes.

L'opposition politique la plus forte à Ríos Montt provient du candidat de la Grande alliance nationale (GAN) Óscar Berger. La Grande alliance nationale est soutenue par la plus grande partie de l'oligarchie guatémaltèque ainsi que par différentes personnalités d'anciens officiers et militaires, parmi lesquels l'ancien chef de l'état-major présidentiel, le général Otto Perez Molina. Presque tous les partis politiques ayant un candidat présidentiel sont soutenus par d'anciens officiers militaires.

L'inscription de Ríos Montt a provoqué l'union d'une insolite coalition de critiques, parmi lesquels des défenseurs des droits humains et des représentants de l'élite économique du pays, qui soutiennent que la candidature de l'ancien dictateur signifiera le retour de la violence et de l'instabilité.

Dans la semaine qui a précédé son inscription, une manifestation en soutien à Ríos Montt a dégénéré dans la violence. Le 24 juillet, des centaines de partisans du Front républicain guatémaltèque ont fait le siège d'une partie du quartier des entreprises de la ville et face aux bâtiments de la Cour suprême et du Tribunal suprême électoral. Le gros des manifestants fut conduit en bus dans la capitale depuis les districts ruraux, mais des groupes de partisans masqués, en habits de ville, se mêlèrent à la multitude. Quelques journalistes furent bousculés et attaqués par balles, et l'un d'entre eux mourut d'une crise cardiaque lorsqu'il fuyait les manifestants.

Une semaine après, la Cour constitutionnelle invalida une décision de la Cour suprême contre la

candidature de Ríos Montt, et ordonna son inscription dans les vingt-quatre heures. Les critiques se plaignirent que l'incorporation de sympatisants de Ríos Montt au groupe de magistrats en charge de son cas, aient incliné le Conseil constitutionnel en sa faveur.

La décision de la Cour constitutionnelle a été la pièce finale du casse-tête dans le dernier combat de Ríos Montt pour sa candidature. Sa campagne dut faire face dès le début aux mêmes barrières légales qui l'empêchèrent de postuler en 1990 et 1995, c'est-à-dire une clause constitutionnelle ajoutée en 1985 qui interdit aux anciens dictateurs toute participation électorale. Ríos Montt a toujours soutenu que la loi ne s'appliquait pas dans son cas parce qu'elle fut introduite après sa dictature.

En juillet, le Tribunal suprême électoral et la Cour suprême refusèrent ses demandes d'inscription comme candidat. Ríos Montt subit un autre revers lorsqu'une résolution de la Cour constitutionnelle en sa faveur fut arrêtée par une décision de la Cour suprême. Cette dernière décision est celle qui fut annulée par la Cour constitutionnelle le 30 juillet.

Pour beaucoup, le gouvernement du Front républicain guatémaltèque a été marqué par de grands scandales de corruption étatique, le non-accomplissement des accords de paix et l'impunité des hauts chefs militaires accusés de graves violations des droits humains.

Cependant, pour certains petits agriculteurs, on se souviendra du gouvernement de l'actuel président Alfonso Portillo parce qu'il aura distribué des engrais subventionnés et réalisé un programme de repas scolaires. Ce que l'on a tendance à oublier est que les engrais ont été payés par le gouvernement japonais et que le programme de repas scolaires a fait l'objet de fortes critiques en raison de son insuffisance pour garantir une nutrition infantile correcte.

Un partisan du Front républicain guatémaltèque, José Huarcas Agané, producteur de pommes dans une petite bourgade montagnaise appelée Chicua Primero, a déclaré : « Le gouvernement a été bon, il nous a donné des engrais et des prêts bon marché ». La campagne présidentielle de Ríos Montt va jouer sur de telles perceptions et mettra en valeur le fait que ses opposants sont des membres de l'élite économique qui ont peu la notion des besoins des pauvres ruraux.

Dans Santa Cruz Quiché, capitale de la région la plus touchée par les 36 années de guerre civile, les gens sont revenus d'une réunion en portant des tee-shirts neufs du Front républicain guatémaltèque, mais tous n'étaient pas convaincus.

Luis David, âgé de 28 ans, qui vint du village proche de Chujuyub pour écouter parler le leader du Front républicain guatémaltèque Mario Rivera, déclare qu'il n'avait toujours pas décidé pour qui il allait voter. « Les gens disent qu'ils ont souffert quand Ríos Montt était au pouvoir et ce gouvernement a volé beaucoup d'argent, mais nous les soutiendrons s'ils mènent à bien les projets qu'ils nous ont promis », dit-il, reflétant ainsi l'approche pragmatique de la politique souvent faite dans la région. Cependant, certains Guatémaltèques ruraux directement affectés par la violence du régime de Ríos Montt ne sont pas disposés à accorder au Front républicain guatémaltèque le bénéfice du doute.

Antonio Caba Caba, l'un des témoins dans une affaire de génocide portée contre Ríos Montt devant les tribunaux déclare : « Je me souviens de mon village après le massacre, au milieu des cadavres... l'important pour nous est qu'il soit conduit devant la justice, qu'il aille en prison. C'est une insulte qu'il soit candidat. »

Une telle répugnance devant la perspective que l'ancien dictateur revienne au pouvoir ne favorise pas automatiquement l'opposition. « La Grande alliance nationale est la même chose, avec tous les militaires qu'elle contient. Ce ne sont pas des civils ; ils sont comme Ríos Montt. Otto Perez Molina était là à Nebaj massacrant des gens. Il est aussi coupable », a déclaré Caba.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2664.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 13 août 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.